

XIII Année

Nº 135

FEVRIER 1938

PROMÉTHÉE

Organe de défense nationale des Peuples du

CAUCASE } GÉORGIE
AZERBAIDJAN
CAUCASE DU NORD

de l'Ukraine et du Turkestan

S O M M A I R E

La farce judiciaire de Moscou	***
Une ardente controverse	A. Ch.
Document pour l'étude de l'histoire de l'Azerbaïdjan	Dr Mir Yacoub
La Turquie et le Caucase	A. B.
Le jeu soviétique en Ukraine	R. Choulguine
A travers les journaux	***
CHRONIQUE : Azerbaïdjan. — Ukraine.	* * *

Direction et Administration :

18 Bd, du Montparnasse, 5, square du Croisic - Paris

PROMÉTHÉE

Organe de Défense Nationale

des Peuples du Caucase, de l'Ukraine
et du Turkestan

La farce judiciaire de Moscou

C'est dans la belle salle bleue du palais des Soviets, où se déroulèrent les précédents procès, qu'a commencé, le 2 mars, devant le collège militaire de la cour suprême de l'U.R.S.S. le procès de Boukharine, Rykov, Yagoda et des dix-huit autres membres pès dont les charges sont des plus délirantes.

L'acte d'accusation

Le président Ulrich lit l'acte d'accusation. C'est un document extravagant contre les vingt et un inculpés dont les charges sont des plus délirantes.

D'après l'acte d'accusation, les accusés ont déjà « avoué » avoir, sous l'inspiration de Trotski et des services d'espionnage étrangers, conspiré en vue du renversement du gouvernement soviétique, de la destruction de l'ordre socialiste, du rétablissement du capitalisme, du démembrement de l'U.R.S.S. à la suite d'une invasion étrangère et d'une insurrection armée, de la séparation de l'Ukraine, de la Russie Blanche, de la Géorgie, de l'Arménie, de l'Azerbaïdjan, des Républiques d'Asie centrale et de la province maritime.

Ils ont avoué également avoir organisé l'assassinat de Serge Kirov, ancien secrétaire du parti à Lénin-grad, et avoir assassiné, avec la complicité des médecins Pletnev, Lévine et Kazakov, lesquels se trouvent sur le banc des accusés, l'écrivain Gorki, son fils Alexandre, Kouibychev, ancien président du gosplan de l'U.R.S.S., Menjinski, ancien chef du Guépéou, et enfin avoir préparé l'assassinat de Lénine, Staline et Sverdlov, ancien président de l'U.R.S.S., de Molotov, du maréchal Vorochilov et de Yejov.

« *Je ne suis pas coupable !* »

Sitôt que la lecture de ce document fut achevée, le président Ulrich demanda aux accusés s'ils reconnaissaient leur culpabilité. Boukharine, Rykov et Yagoda disent successivement : oui. Puis, provoquant une vive sensation, Krestinski, ancien vice-commissaire aux Affaires étrangères, bondissant de son siège, s'écria avec énergie :

— Non, je ne suis pas trotskiste, non je ne suis pas un espion...

Le président l'interrompant lui

rappelle ses aveux consignés aux procès-verbaux.

— Non, je ne suis pas coupable, répète Krestinski.

Les autres accusés se reconnaissent coupables.

Un événement sans précédent...

La déclaration de Krestinski a produit une vive sensation, car elle constitue une répudiation formelle de l'acte d'accusation qui énonce que cet accusé a avoué tous les crimes qui lui sont reprochés.

C'est aussi la première fois qu'un démenti formel est adressé au procureur général depuis que les grands procès pour espionnage ont commencé à Moscou.

Le président demande à Krestinski pourquoi il a « menti » au cours de ses interrogatoires pendant l'instruction.

— Je ne croyais pas que si j'avais dit à la cour d'enquête ce que je dis maintenant, mes dépositions seraient parvenues jusqu'aux chefs du parti et du gouvernement, répond Krestinsky avec force.

Le procureur met alors en contradiction Krestinski et Bessonov, ancien conseiller à l'ambassade des Soviets à Berlin de 1931 à 1937. Ce dernier assure, en effet, que Krestinski lui révéla sa liaison avec Trotski. Au cours de diverses conversations qu'ils eurent ensemble, Krestinski, toujours aux dires de Bessonov, confia à celui-ci que le but auquel il devait travailler n'était pas l'amélioration des relations entre l'U.R.S.S. et l'Allemagne nazie par les voies normales. Il devait par des tractations secrètes amener les nazis à se joindre aux conjurés. Bessonov affirme encore

que Krestinski lui demanda d'organiser une entrevue avec Trotski en décembre 1933. Bessonov devait, en effet, servir d'agent de liaison entre les trotskistes et l'ambassade à Berlin.

Enflant sa voix faible, Krestinski assure que Bessonov ment et que ses conversations avec le conseiller d'ambassade ne portèrent que sur la situation en Allemagne et sur d'autres sujets qu'il est normal d'aborder dans des entretiens entre diplomates.

Toujours Trotski !

Bessonov affirme encore que Krestinski rencontra Trotski, en 1933, à Merano, dans le Tyrol italien. Il assure, d'autre part, qu'un membre de l'ambassade de l'U.R.S.S. à Berlin eut une conversation avec le chef nazi Rosenberg. Cet entretien avait porté, affirme-t-il, sur l'établissement de contacts secrets entre les nazis et les trotskistes, le maréchal Toukhatchevski et le général Ouborévitch exécutés, comme on sait, en 1936, pour trahison, étaient, ajoute Bessonov, au courant de ces tractations.

Bessonov déclare qu'il rencontra Trotski, à Paris, en 1934. Il ne connaissait pas celui-ci. Mais Trotski lui dit qu'il le connaissait fort bien par les rapports de Piatakov et de Krestinski. D'après Bessonov, Trotski lui aurait dit que si on voulait obtenir l'aide d'une puissance étrangère en vue du renversement du pouvoir soviétique, il fallait être prêt à consentir de larges concessions territoriales. Trotski aurait également insisté sur la nécessité d'adopter une position absolument défaitiste ; il aurait pré-

conisé l'usage intensif de méthodes terroristes, réclamant notamment l'assassinat de Maxime Gorki, dont l'immense prestige était d'un grand soutien pour le gouvernement soviétique.

Un financier qui « sabotait »

Grinko, ancien commissaire du peuple aux finances, s'explique sur l'organisation nationale fasciste dont il fait partie en Ukraine et sur ses relations avec le fascisme allemand ; il affirme que Krestinski le mit en relation avec une importante personnalité étrangère de Moscou, ce que Krestinski nie.

Grinko raconte comment Lioubtchenko, ancien président du conseil des commissaires de l'Ukraine, qui se suicida l'an dernier, l'informa, en 1933, de l'existence du bloc nationaliste ukrainien qui se trouvait en contact avec les trotskistes. Il explique comment il coopéra avec Gamarnik, ancien commissaire politique à l'armée rouge, qui s'est également suicidé. Il déclare que lui-même ainsi que Rosengoltz, Rykov, Boukharine et probablement Yagoda étaient au courant du complot Toukhatchevski dont il fut informé par Gamarnik. Grinko assure qu'à la fin de 1936, les trotskistes menaient campagne contre Yejov, actuel commissaire à l'intérieur, prétendant qu'il prenait trop d'influence dans le parti, puisqu'ils décidèrent de l'éliminer, ce qui, précise Grinko, veut dire « tuer ».

Le général Yakir, qui commanda les forces ukrainiennes et fut fusillé avec Toukhatchevski, aurait préparé avec celui-ci un attentat contre Yejov. C'est un ancien anarchiste qui

devait perpétrer cet attentat. Ils auraient préparé également un attentat contre Staline, pour l'exécution duquel ils destinaient Verganinov, employé à la voie maritime du Nord. Grinko s'étend également sur le sabotage financier, le sabotage des caisses d'épargne, l'obstruction à la discipline budgétaire qu'il organisa d'accord avec Rykov.

Traître depuis le collège...

Le camarade Ivanov, ancien commissaire du peuple à l'industrie forestière, ne fait pas de difficultés pour « avouer ». Il « avoue » même que sa trahison a commencé dès 1911. A cette époque, il était collégien à Toula et sous le numéro 163 il était inscrit sur la liste des indicateurs de la gendarmerie ! Un peu plus tard, Ivanov, étudiant à la faculté de médecine de Moscou, dénonçait ses camarades révolutionnaires.

Ivanov explique qu'il continua à trahir après être entré au parti communiste, et qu'il ne cessa de trahir, lorsqu'il était deuxième secrétaire du parti au Caucase, secrétaire du territoire Nord d'Arkangelsk, puis commissaire du peuple à l'industrie forestière. Il trahissait pour le compte de Boukharine. Celui-ci en convient volontiers.

C'est ensuite le tour de Zoubarev, ex-commissaire du peuple à l'agriculture de la R.S.R.S.R., d'être interrogé. Lui aussi est un ancien agent de la police tsariste et l'on ne peut qu'être confondu de rencontrer tant de mouchards parmi les inculpés qui ont, en somme, occupé les plus hauts postes de l'Etat soviétique...

Zoubarev explique que son entrée dans la police tsariste date de 1908



et qu'il a servi d'agent provocateur et d'indicateur sans interruption jusqu'à la révolution.

Ensuite il continua à trahir et à se livrer au sabotage sur les instructions de Rykov. Il prépara de plus un attentat contre Molotov.

Rakovski contre Krestinski

Le procureur Vychinski confronte Krestinski avec Rakovski, ancien ambassadeur à Londres et à Paris, il demande à ce dernier ce qu'il pense des déclarations faites par Krestinski qui, avait nié les crimes qu'on lui reprochait et affirmé notamment qu'il avait rompu par lettre avec Trotski en 1927.

Rakovski, d'une voix sonore, déclare qu'il connaissait la lettre, car Trotski la lui montra.

Il accable de son mieux l'infortuné Krestinski.

Krestinski se décide à avouer

C'est alors que se produit le «coup de théâtre». Krestinski se lève et déclare :

— C'est dans un sentiment douloureux de honte, et acablé par mon état maladif, qu'hier, presque machinalement, au lieu de me reconnaître coupable, je me déclarai non-coupable. Je me reconnais pleinement et entièrement coupable de toutes les accusations portées contre moi.

— Je n'ai plus de questions à poser à Krestinski, conclut alors le procureur.

Krestinski est définitivement lancé dans la voie des aveux. Il avoue tout, intarissablement.

Interrogé sur les relations entre les conjurés du bloc trotskiste et

Toukhatchevski, Krestinski déclare que lorsqu'il vit Trotski à Merano en 1933, celui-ci lui dit qu'en agissant seuls les conjurés étaient incapables de renverser le gouvernement, aussi il était indispensable de s'entendre avec des chefs militaires en vue de l'insurrection. Trotski lui signala notamment Toukhatchevski comme un aventurier capable de les aider. Il chargea Krestinski de s'entendre avec ce dernier. En 1934, d'accord avec Piatakov, Krestinski s'aboucha avec Touchatchevski, qui se déclara d'accord en principe pour provoquer la guerre avec l'Allemagne mais qu'il fallait encore discuter des questions de détail.

Toukhatchevski lui nomma les généraux Yakir, Ouborevitch et Kork comme disposés à le seconder.

On sait qu'ils furent tous trois fusillés en même temps que Toukhatchevski.

Rykov livre le maréchal Yegorov

Le procureur Vychinski interroge ensuite Rykov qui, d'une voix embarrassée, en longues périodes, explique comment lui, Boukharine et Tomski, ancien chef des syndicats soviétiques (qui se suicida), formèrent le trio central qui dirigeait la conjuration de tous les éléments hostiles au pouvoir soviétique : trotskistes-droitiers, social-révolutionnaires, mencheviks, nationalistes de l'Ukraine, de la Russie-Blanche, de l'Ouzbekistan, etc... qui, ayant adopté une attitude défaitiste, étaient décidés à prendre le pouvoir au prix d'une trahison.

Puis, Boukharine vient relater une conversation qu'il eut avec Trotski ; celui-ci lui exposa la nécessité d'ou-

vrir le front» aux ennemis de l'U.R. S.S., c'est-à-dire, l'Allemagne, en cas de guerre. Boukharine assure qu'il repoussa cette proposition.

En riant, Rykov déclare alors que c'est de Boukharine qu'il entendit pour la première fois cette proposition au cours d'une discussion à trois, entre Tomski, Boukharine et Rykov. Tomski signala qu'en cas de rupture du front, il était nécessaire de prendre des mesures pour éviter le danger d'une dictature militaire.

— Vous aviez peur que Toukhatchevski ne fît son Napoléon ? demande le procureur Vychinski.

Rykov provoque une nouvelle sensation en avouant que lui et ses coaccusés complotaient, en 1934, de tuer Staline dans le Kremlin même avec le concours de Peterson, ancien commandant du Kremlin, du général Gorbatchev, ancien commandant de la garnison de Moscou, et Yegorov, commandant de l'Académie militaire.

On sait qu'il y a plusieurs mois, le bruit se répandit de l'arrestation de ces trois officiers qui disparurent à cette époque et qu'on n'a pas revus depuis.

Le maréchal Yegorov est donc « liquidé » officiellement.

C'est enfin une longue déposition de Tchernov, ancien commissaire à l'agriculture. Tchernov s'accuse de tous les crimes possibles.

« Je voudrais leur sauter à la gorge »

L'écrivain Golcov publie, dans la *Pravda* un article intitulé : « La meute des chiens sanguinaires » et dans lequel il dit notamment :

« En écoutant les accusés, pendant le procès, l'envie m'a pris de leur

sauter à la gorge et de les étouffer de mes propres mains. »

C'est dans cette atmosphère sauvage que se poursuit le procès. Et les accusés, avec une parfaite docilité, continuent à s'accuser de crimes extravagants, à affirmer qu'ils sont des traîtres, qu'ils l'ont toujours été...

Le premier inculpé interrogé est Charangovitch, ancien secrétaire du parti communiste en Russie-Blanche.

« Je suis un espion polonais. »

Il déclare posément qu'il était un espion polonais depuis 1921, et chef de l'organisation « Nationale fasciste de Russie-Blanche. Celle-ci obéissait aux directives de l'état-major polonais et au centre de Moscou, dirigé par Boukharine et Rykov, qui avaient pour but le démembrement de l'U.R.S.S. et la constitution de la Russie Blanche en protectorat polonais. L'organisation préparait pour cela la défaite militaire de l'U.R.S.S.

Charangovitch précise que c'est Goloded, ancien président du conseil des commissaires du peuple de Russie Blanche, qui se suicida en 1936, qui l'introduisit, au début de 1932, au sein de l'organisation nationaliste de Russie Blanche dont il devint ensuite le chef. Il ajoute que Rykov, Boukharine, Antipov, ancien vice-président du conseil des commissaires du peuple de l'U.R.S.S., et Soulimov, ancien président du conseil des commissaires du peuple de la R.S.F. S.R., entretenaient des relations suivies avec cette organisation.

Charangovitch révèle ensuite que l'organisation de Russie Blanche avait préparé un attentat contre le maréchal Vorochilov quand celui-ci se rendit aux manœuvres de cette ré-

gion. Il raconte ensuite comment, par l'inoculation de bacilles aux animaux, il avait organisé la destruction du cheptel de chevaux et de pores de la Russie Blanche, comment il avait saboté la distribution de l'énergie électrique, etc.

« *Je suis un espion anglais.* »

On passe, ensuite, à l'interrogatoire d'un autre inculpé, Faisoullah Khodjaïev, ancien président du comité exécutif d'Ouzbekistan et, par conséquent, l'un des président du comité central exécutif de l'U.R.S.S., avant la nouvelle Constitution.

Celui-ci reconnaît qu'il fut traître depuis 1920. Alors qu'il était président de la république populaire de Boukhara, il se lia avec l'Union nationale dans le but de transformer la république de Boukhara en un Etat tampon entre l'Angleterre et l'U.R.S.S.. En 1930, il entra en contact, à Moscou, avec Rykov, qui lui promit l'indépendance de l'Ouzbekistan, sous le protectorat de l'Angleterre.

Conspiration militaire

L'ancien maréchal Toukhatchevski émerge comme une des figures centrales du procès actuel, aux côtés de Boukharine, Rykov et Yagoda, et peut-être avec plus de relief. En effet, selon des déclarations faites par Rosengoltz, qui vit Sedov, fils de Trotski à Karlovy-Vary en 1933, celui-ci donna comme consigne essentielle aux conjurés de se lier avec Toukhatchevski qui, avec un groupe de militaires, devait jouer un rôle décisif dans le soulèvement contre le pouvoir soviétique.

Rosengoltz déclare que Gamarnik, ancien commissaire politique à l'armée, lui communiqua, en avril 1937, un projet d'attaque du siège du commissariat de l'Intérieur au centre de Moscou. Il croyait l'opération possible, grâce au concours du général Gorbatchev, commandant en second des troupes de la garnison de Moscou.

On se souvient que Gamarnik se suicida peu avant le procès de Toukhatchevski, en juin 1937, et que Gorbatchev fut arrêté.

Krestinski qui, au début de l'audience, paraissait accablé, semble avoir pris son parti de la situation. Il sourit complaisamment aux ironies du procureur Vychinski.

Entre autres choses, l'ancien commissaire aux affaires étrangères raconte que, par l'intermédiaire de Boris Mironov, chef adjoint du département de la presse, arrêté au début de juin, il fournissait aux correspondants étrangers, notamment aux Allemands Baum, ancien attaché de presse à l'ambassade d'Allemagne, maintenant à Varsovie ; Just de la *Frankfurter Zeitung* ; Wilhelm et Gunther Stein, ainsi qu'à un correspondant américain dont il ne donne pas le nom, des informations nuisibles à l'U.R.S.S.

Pour ces informations, la Reichswehr aurait payé 250.000 marks par an pendant huit ans. Cet argent servait à subventionner les organisations trotskistes en U.R.S.S. et à l'étranger, notamment à Berlin et à Paris. Il cite plusieurs personnes qui, à Paris, auraient bénéficié de ces subventions.

Selon Rosengoltz, le but de Trotski était de provoquer une guerre entraînant la défaite de l'U.R.S.S. et un

coup d'Etat à l'intérieur. Les conjurés attendaient la guerre vers 1935 ou 1936. Ne la voyant pas venir, ils décidèrent d'accomplir le coup d'Etat sans attendre davantage. Les conversations entre Rosengoltz et Rykov au cours de ces trois années portèrent surtout sur la guerre escomptée avant 1936. Rykov comptait surtout sur une insurrection paysanne. Mais plus tard, il insista sur un coup d'Etat militaire. Le maréchal Toukhatchevski devant s'en charger.

Krestinski explique avec complaisance le détail du complot militaire.

Le procureur demande alors :

— Reconnaissez-vous avoir espionné pour l'Allemagne depuis 1923 ?

— Même depuis 1922, dit Krestinski.

— Reconnaissez-vous avoir participé à la préparation d'attentats contre Staline, Molotov, Kaganovitch et Vorochilov ?

— Oui, dit Krestinski.

Contre le pacte franco-soviétique

D'autre part, sur les instructions de Trotski, qui insistait sur sa tentative « d'isoler Staline internationalement », Rakovski, au cours du voyage de M. Laval à Moscou, en 1935, s'entretint avec un journaliste français afin de prévenir son esprit contre un rapprochement franco-soviétique. Rakovski tâcha de le persuader que le rapprochement franco-soviétique était gros de dangers et qu'un rapprochement trop prononcé risquait de déclencher, de la part de l'Allemagne, une guerre préventive « prophylactique ». Rakovski rendit compte du résultat de sa conversation à Piatakov, qui en fit part à Trotski.

Ainsi il ressort des aveux de Rakovski que, tout en s'efforçant de précipiter une guerre de l'Allemagne contre l'U.R.S.S., les trotskistes auraient cherché à empêcher un rapprochement franco-soviétique, en agitant, devant les Français, le spectre de la guerre.

Rakovski raconte, ensuite, qu'il entra, en novembre 1927, en conversation avec des hommes politiques français auxquels il aurait demandé s'ils croyaient possible que l'opposition trouve un appui dans les cercles capitalistes français.

Agent de l'Intelligence Service

Auparavant, l'inculpé avait exposé, longuement, comment il devint agent de l'Intelligence service, à la fin de 1924, alors qu'il était ambassadeur à Londres. Il donna des détails circonstanciés sur certaines activités auxquelles il prétend s'être livré, au profit du deuxième bureau britannique et cita les noms des diverses personnalités britanniques avec lesquelles il se rencontrait, paraît-il, très souvent. Il fit aussi allusion à une importante réunion à laquelle il prit part dans une maison située dans Oxford street, à Londres, où un fonctionnaire anglais lui renouvela, affirme-t-il, certaines offres qui lui avaient été faites par des Anglais, nommés Armstrong et Leckert.

Rakovski révéla, ensuite, que ses relations avec les services secrets anglais furent suspendues pendant une dizaine d'années mais qu'elles reprirent en 1934.

Espion japonais

Rakovski dit que, ayant accepté d'entrer au service de l'espionnage japonais en 1934, au cours de son

voyage à Tokio à la tête de la délégation soviétique au congrès de la Croix-Rouge, il eut trois entretiens avec d'importants personnages japonais, au cours desquels fut établie la nature des documents qu'il devait fournir. Le Dr Naida, qui fut membre de la délégation soviétique, servit d'intermédiaire.

Selon les directives de Trotski et de Piatakov, Rakovski fournit aux Japonais cinq rapports secrets qui, comme ceux fournis aux Anglais, peignaient la situation en U.R.S.S. sous un jour systématiquement pessimiste, afin d'encourager une agression japonaise.

A la fin de sa déposition, Rakovski dit qu'il reconnaît pleinement avoir trahi son pays et le mouvement ouvrier international depuis 1924, avoir participé à la conjuration trotskiste qui était à l'avant-garde d'une agression internationale contre l'U.R.S.S. tendant à la destruction du pouvoir soviétique et à la restauration du capitalisme.

Du verre pilé dans le beurre

On passe ensuite à l'interrogatoire de l'accusé Zelenski, qui admet avoir envoyé à l'étranger des rapports défavorables sur la situation intérieure soviétique.

Zelenski « avoue » également que le groupe antigouvernemental avait saboté considérablement la distribution des denrées à Moscou. Des milliers de caisses contenant des œufs furent délibérément détruites et des clous, ainsi que du verre pilé, étaient souvent mélangés au beurre mis en vente dans les coopératives de Moscou.

Boukharine était capitaliste !

Enfin, Boukharine est invité à témoigner. Il admet qu'il a, en 1918, envisagé l'arrestation de Lénine, Staline et Sverdlov, premier président soviétique.

Il reconnaît sa culpabilité dans tous les crimes commis par son organisation antigouvernementale, même ceux qu'il ignore, étant donné qu'il était le chef d'une organisation et non pas un simple intermédiaire.

Boukharine déclare que le but de l'organisation dont il avait pris la direction était de rétablir, par des moyens détournés, le système capitaliste en Russie.

L'avocat général pose une question à Yagoda, ancien chef du Guépéou, et celui-ci « avoue » qu'il a donné des instructions à ses lieutenants pour assassiner Serge Kirov, chef du soviet de Leningrad et ami intime de Staline.

*« Je ne suis pas un espion »
affirme Boukharine.*

Le procureur s'efforce de lui faire avouer qu'il est un espion et qu'il a participé à un complot contre Lénine. Mais Boukharine, moins docile que les autres inculpés, se rebiffe. Comme chef de la conspiration, il accepte les responsabilités pour tout ce qu'ont fait ses complices, mais personnellement il se refuse à être un espion.

Le procureur Vychinski lui oppose Rykov qui, en des réponses enveloppées et embarrassées, a tâché de couvrir Boukharine, tout en admettant que celui-ci était au courant des activités d'espionnage.

Après l'interrogatoire de Boukha-

rine, on entend la déposition de Mme Yakovleva, ancien commissaire aux finances. Cette dame, citée comme témoin, affirme qu'elle a, en 1918, fait partie du groupe Boukharine. Elle déclare que ce groupe s'était opposé, en 1918, à la paix de Brest-Litowsk avec l'Allemagne et proposait alors l'arrestation de Lénine, Staline et Sverdlov et, au besoin, leur mise à mort. Le témoin dit aussi que Boukharine l'avait alors informée que Trotski était en faveur d'une telle action et qu'il serait facile de trouver des gens qui se chargeraient de la mener à bien.

Interrogé par Vychinski, Boukharine reconnaît qu'après le 7^e congrès du parti qui approuva le traité de Brest-Litowsk, traité qu'il avait toujours combattu ouvertement, il songea à organiser une insurrection avec l'appui de tous les groupes opposés au gouvernement bolchevik.

Il ajoute qu'avec Piatakov, Kamkov et Kareline il étudia la possibilité de constituer un nouveau gouvernement. Il fut alors question d'arrêter Lénine, Staline et Sverdlov, mais Boukharine affirme qu'il ne songea jamais à faire assassiner Lénine.

Yagoda reconnaît qu'il a ordonné l'assassinat médical de Maxime Gorki.

Heinrich Yagoda, l'ancien chef du Guépéou, a reconnu avoir ordonné l'assassinat médical de l'écrivain Maxime Gorki, et de Kouibychev, mais il nia tout d'abord catégoriquement avoir ordonné ceux de son prédécesseur Menjinski et du fils de Gorki, Pechkov.

Le docteur Levine raconte, ensuite,

comment, après avoir accepté des présents de Yagoda, il céda aux menaces et consentit à abréger les jours du fils de Gorki et de Menjinski.

Levine déclara qu'il avait fait la connaissance de Yagoda au début de 1923. Celui-ci rendait fréquemment visite à Gorki. Il se lia de plus en plus étroitement avec Levine et le circonvinrent en lui faisant des cadeaux.

Levine insiste sur le fait qu'il consentit non par sympathie à l'égard du complot, mais par lâcheté, par « peur animale ». Il précisa qu'il avait pratiqué sur Gorki jusqu'à 40 injections de camphre par jour, des injections de strychnine, de caféine et de digitaline, nuisibles pour un homme qui, comme Gorki, était tuberculeux.

Après deux longues heures d'interrogatoire, Yagoda, confondu par les accusations précises du Dr Levine, des deux autres médecins accusés, et de son secrétaire Boulanov, finit par reconnaître qu'il avait organisé l'assassinat de Menjinski et du fils de Gorki, mais il demanda que ces deux crimes fussent évoqués en séance secrète.

Le procureur réclame dix-neuf peines de mort.

Ce réquisitoire très long a été, comme on s'y attendait, impitoyable. Le procureur a demandé la peine de mort pour tous les accusés, sauf pour Rakovski et Bessonov, pour lesquels il a demandé 25 ans de prison.

Les dernières heures du procès de Moscou.

Les accusés ont continué à présenter leur défense — si on peut dire —

car ils se reconnaissent coupables et déclarent avoir mérité le châtimement suprême. Seul Boukharine s'est défendu fougueusement d'avoir été un terroriste et un espion.

Boukharine termina en disant qu'il mourrait sans regret car il n'avait plus aucune raison de vivre. Il conclut dramatiquement en s'écriant :

— « Ce qui importe, ce n'est pas la destruction d'un criminel repentant, mais la révolution mondiale ».

Les autres accusés ont ensuite fait leurs dernières déclarations.

L e v e r d i c t

Voici le verdict du procès des trotskistes et droitiers :

Sur les vingt et un accusés, dix-huit sont condamnés à mort,

Pletnev est condamné à vingt-cinq ans de prison.

Rakovski, à vingt ans de prison ;
Bessonov, à quinze ans de prison...

Une ardente controverse

(Autour de l'Ukraine)

Aucun problème ne soulève des discussions aussi passionnées que celui de l'Ukraine. Aujourd'hui, c'est le point névralgique de l'U.R.S.S., demain, se sera peut-être celui de toute l'Europe. Dans chaque nouveau procès contre les « traîtres à la patrie soviétique » dont Moscou seul a le secret et qui se déroule à une cadence monotone, on n'oublie jamais d'accuser les inculpés de vouloir détacher l'Ukraine de l'Union. A tort ou à raison on croit voir dans l'Ukraine, l'objectif principal de la politique Allemande. On commence à comprendre, maintenant qu'en dehors du problème du Caucase et de tant d'autres vastes problèmes nationaux de l'Asie, en Europe proprement dite, seule l'Ukraine a été oubliée. Au cours des grands événements d'après guerre, la Pologne, la Finlande, l'Estonie, la Lithuanie et la Lettonie sont devenues indépendantes ; en Europe Centrale

un nouvel Etat, la Tchécoslovaquie, a été constitué ; d'autres nations ont été regroupées, reconstituées, fortifiées. On comprend dès lors que l'heure de l'Ukraine approche, et que ce problème ne peut pas ne pas intéresser les Russes blancs.

A quelques très rares exceptions près, ces derniers sont foncièrement hostiles à l'indépendance du Caucase, du Turkestan et de l'Ukraine. Mais c'est le problème ukrainien qui les inquiète par dessus tout. C'est avec anxiété qu'ils pensent au moment où s'écroulera l'édifice soviétique. Une partie de l'émigration russe, par peur de voir l'Ukraine se détacher de Moscou, soutient — contre ses propres convictions — la politique du Kremlin. Cette inquiétude transpire dans l'article que M. A. de Goulévitch a publié dans le numéro de Janvier de la *Revue des Ambassades*, et qu'il a intitulé : « *L'Ukraine — Chimère ou réalité ?* » Là l'auteur, pour parer

le mal, pour priver l'Ukraine de tout soutien et de toute sympathie, déclare, sans plus : « L'Ukraine ? — mais cela n'existe pas. » !

L'argumentation de M. de Goulévitch est très simple en même temps que très vulgaire. Il use de l'argument préféré des Russes moyens qui s'attaquent au mot « Ukraine ». L'auteur rappelle, comme si quelqu'un le contestait, que ce pays a connu un autre nom plus ancien : *Rouss* (d'où procèdent les mots Russe et Russie). En citant les documents historiques, où les hommes de l'Ukraine se nommaient « russes », il conclut tout simplement que l'Ukraine, comme nation à part n'est qu'une « chimère ». Fallait-il faire preuve de tant d'ignorance ?...

En réalité le mot *rouss* (les érudits ne sont pas d'accord, s'il est d'origine scandinave ou slave) appartenait strictement dans ses débuts à la région de Kiev. Et puisque les princes de celle-ci ont fondé une grande puissance, s'étendant très loin vers le Nord, englobant le territoire de la future Moscovie, puisque ces princes ont joui d'un immense prestige dans tout l'Est Européen, il n'y a rien d'étonnant que le nom de leur patrie soit devenu très populaire dans toutes leurs colonies. Et pourtant, quand le Royaume de Moscou fut fondé, ses habitants n'étaient connus en Europe que sous le nom de Moscovites. Le nom de Rossiya, Russie n'est devenu officiel qu'à partir de Pierre I^{er} qui, étant déjà le maître de la Moscovie et de l'Ukraine, proclama l'Empire.

— « L'Ukraine est un pays, auquel on a même volé le nom », a dit le célèbre historien Michel Hrouchevski. La lutte entre le Nord et le Sud

a été très ardente au cours du XVIII-ème siècle : il suffit de rappeler l'épopée de l'Hétman Mazeppa, que M. de Goulévitch haït tellement, et qui n'était qu'un grand héros tragique de l'Ukraine, protecteur de sa culture nationale, défenseur de ses libertés piétinées par la brutalité du créateur de l'Empire Russe. Les savants ukrainiens qui ont été appelés encore à la fin du XVII-ème siècle à civiliser la Moscovie inculte, étaient conscients de leur supériorité. Une animosité mutuelle a toujours présidée au XVIII-ème siècle tous les rapports entre Kiev et Saint Pétersbourg. Cette étape de la lutte entre la république ukrainienne et le despotisme moscovite s'est terminée par la victoire de ce dernier. Aussi quand au cours du XIX-ème siècle commença la renaissance morale et au XX-ème siècle la renaissance politique de l'Ukraine, faut-il s'étonner que les Ukrainiens aient franchement donné leur préférence à ce second nom « *Ukraine* », particulièrement cher par les souvenirs qu'il évoque. Ce terme se trouve déjà dans les chroniques du XII-ème siècle ; il devient particulièrement répandu à l'époque des Cosaques, au XVII-ème siècle, en remplissant les belles chansons populaires, et apparaissant dans les actes diplomatiques de l'époque. Le célèbre ingénieur français Bauplan (comme tant d'autres) consacre un livre à ce pays et le désigne sous le nom d'Ukraine. Combien de cartes géographiques à partir de ce même Bauplan emploient les termes d'Ukraine ou d'Ukraine ! Peut-être que pour M. de Goulévitch le nom de Pouchkine a un certain prestige ? Eh bien, dans son fameux poème *Poltava*, où le grand poète juge sévè-

rement Mazeppa, héros national ukrainien, il chante toujours l'Ukraine et ne désigne ce pays par aucun autre nom.

Enfin M. de Goulévitch devrait comprendre que chaque peuple a le droit de se nommer comme cela lui plaît, et que toutes ces dissertations sur la nomenclatures du pays n'ont aucune importance pratique. Combien d'autres pays ont aussi plusieurs noms différents : les Roumains s'appellent aussi Valaches et Moldaves, les Hongrois — Magyars. Enfin puisque la France portait jadis le nom de Gaule, M. de Goulévitch, ne finira-t-il pas par nier l'existence de la France ? Un cas analogue à celui de l'Ukraine et de la Russie se présente à propos de la Roumanie et de l'Italie. La colonie de la Rome antique conserve son nom, le pays d'origine garde l'autre : Italie.

Après avoir « expliqué » à ses lecteurs que « l'Ukraine » n'est qu'une partie de la Russie, qu'il n'existe qu'un seul peuple russe, M. de Goulévitch veut tout de même expliquer d'où vient le mouvement ukrainien, et, naturellement, il affirme que c'est une « invention » de puissances étrangères... Mais où il est particulièrement ridicule, c'est quand il affirme faisant ainsi montre d'une complète incompetence, que la langue ukrainienne a été « inventée » par un seul homme, l'historien récemment mort Michel Hrouchevski ! Certes, c'était un homme extraordinaire, un historien de tout premier ordre, un organisateur dans le domaine culturel presque génial, mais tout de même comment un homme, qui n'était d'ailleurs ni Roi, ni dictateur pouvait-il à lui seul créer une nation ? Nous voyons que

si M. de Goulévitch est suranné dans ses connaissances historiques et philologiques, il l'est encore davantage dans le domaine sociologique...

Hrouchevski naturellement ne fut pas seul : il avait eu des prédécesseurs, tels que Michel Dragomanov ou Vladimir Antonovitch — les chefs du mouvement national à la fin du XIX-ème siècle —, il avait aussi eu des collaborateurs éminents, et si tous purent agir avec succès, c'est grâce à la vitalité extrême de l'idée nationale ukrainienne. Dès que les cloches de la liberté sonnèrent en 1917, toute l'Ukraine dans un élan d'enthousiasme marcha à pas de géant vers son indépendance, indépendance qu'elle n'a perdu aujourd'hui que momentanément.

— « L'Ukraine : Chimère ou réalité ? », se demande M. A. de Goulévitch, qui se dit Russe. Nous laissons le soin de lui répondre à un Français, parmi tant d'autres autrement compétents que M. A. de Goulévitch, M. Georges Robin, qui vient de faire un voyage à travers l'Union Soviétique et qui a réuni ses impressions en un excellent article paru dans l'*Illustration* du 29 Janvier 1938, intitulé « En Ukraine », article illustré par de remarquables gouaches de M. A. Brénet qui représente la vie actuelle de l'Ukraine.

M. Robin est un de ces voyageurs qui ont su voir la vie en U.R.S.S. de leur propres yeux et non à travers les lunettes prêtées par les agents de l'Intourist. Il a su voir la vérité, et une des réalités ainsi entrevue fut justement l'image de l'Ukraine qui

souffre atrocement sous le régime d'occupation, mais qui reste vivante et pleine d'avenir.

En quelques lignes, il caractérise les résultats assez minces de l'industrialisation de l'Ukraine, et le désastre obtenu par la collectivisation des campagnes. Il rappelle très justement ce cri : « la terre aux paysans ! » qui a retenti en Ukraine au début de la révolution. Mais au lieu de recevoir des parcelles de cette terre bien-aimée, les paysans ukrainiens ont été forcés d'adopter la collectivisation et les fameux kolhoz. Leur désillusion est profonde, car, dit M. Robin, « ces paysans qu'une terre riche avait formés à l'individualisme sont devenus de véritables prolétaires agricoles. Plus évolué que son collègue grand-rusien, le paysan d'Ukraine, fier de sa terre noire, à compris sa déchéance. »

Et voilà le meilleur bilan de tout le « progrès » économique de l'Ukraine sous les Soviets : « On appelait jadis cette partie de la Russie le grenier de l'Europe. A chaque campagne, Odessa, le port de l'Ukraine en mer Noire, fourmillait de navires de tous pavillons, venus charger les céréales que l'Europe entière et les Etats-Unis eux-mêmes, parfois, consommaient.

« Aujourd'hui la charmante Odessa, construite il y a cent cinquante ans avec amour par deux Français, de Choiseul et Langeron, paraît frappée à mort : son port est vide. C'est à peine si un navire y relâche chaque jour. La population, en grande partie juive, vivait jadis du commerce ; une personne sur dix vit aujourd'hui d'aumônes... L'hinter-

land, le grenier, la campagne, ne rend plus. »

Le sort de l'Ukraine est donc tragique :

« Dix-huit fois, après la grande guerre, Kiev, sa capitale, changea de mains, passant successivement des Allemands aux Russes blancs, de bandes diverses aux *patriotes ukrainiens* avant d'être définitivement soumise à l'autorité de Moscou et intégrée dans l'Union soviétique. »

Mais en devenant la proie de Moscou, après avoir été soviétisée et par force attachée à l'Union soviétique, l'Ukraine devint une « des onze républiques fédérées de l'U.R.S.S. », occupant dans cette Union « une place de choix, tant en raison de ses richesses que de l'existence d'une *civilisation avancée* qui lui confère une prééminence de fait ».

Telle est l'Ukraine actuelle, mais M. Robin a su voir une autre Ukraine, l'Ukraine éternelle ; et il décrit celle-ci avec une sympathie visible en l'associant amicalement à son propre pays, la France :

« L'Ukraine... offre avec notre propre pays de nombreux traits communs. Elle est, en quelque sorte, la France de l'Est-Européen.

« Elle a une superficie et une population sensiblement égale à celles de la France. Comme celle-ci, elle possède des richesses harmonieusement réparties : agriculture, mines, forêts, fleuves, côtes, et sa terre riche et lourde comme la terre française, n'est pas avare de ses bienfaits : du seigle à la vigne et au tabac, de la pomme de terre au froment et à la betterave, elle donne de tout et abondamment.

« Ses campagnes sont tachetées de villages riants et propres, aux mai-

sons coquettement peintes, au chaume bien taillé, à l'enclos caractéristique. Aucune trace de ce laisser aller misérable et sale des villages grands-russiens, qui posent leurs isbas à même le sol, dans un éternel provisoire ; et l'immensité de ses steppes se fait plus aimable que partout ailleurs en Russie.

« Comme les villes de France, les cités ukrainiennes ont leur caractère propre : Kiev ne ressemble pas à Kharkov, pas plus qu'Odessa ne ressemble à Kherson ou à Nikolaïev. Quel contraste avec la monotonie des villes russes, grises et uniformes, sans visage et, semble-t-il, sans histoire !

« Comme le peuple de France, la population ukrainienne est hospitalière, gaie, laborieuse, homogène, loyale et patriote. Son passé est plus riche que celui de la Moscovie et son folklore, plus varié. Et, de même que la France, héritière de Rome, civilisa l'Occident par ses universités et ses monastères, de même l'Ukraine tira l'Est de sa torpeur en y répandant un alphabet, une religion, des moines qu'elle avait elle-même fait venir de Grèce.

« Enfin, dernier trait commun, déterminant peut-être : au cours de son histoire, l'Ukraine fut l'objet constant de la convoitise de ses voisins... comme la France. »

Est-il nécessaire d'ajouter encore quelque chose à cette belle caractéristique d'un pays par un étranger, homme impartial, pour répondre à la question ridicule de M. A. de Goulévitch ? D'ailleurs à la fin du passage cité, M. Robin insiste très justement sur le fait que l'Ukraine fut l'objet constant de « la convoitise de ses voisins ». C'est là que se trouve l'explication véritable de l'inquiétude des Russes, et de toutes les discussions passionnées qui se font autour de l'Ukraine.

Mais les ennemis de l'Ukraine devraient au moins comprendre qu'un grand changement psychologique s'est produit dans le pays. La brève période de son indépendance a réveillé les forces actives des Ukrainiens, et tous ceux qui discutent sur le sort de l'Ukraine devraient tenir compte de ce facteur essentiel : *la volonté du peuple ukrainien.*

A. CH.



Documents pour l'étude de l'histoire de l'Azerbaïdjan

Le pays qui occupe la moitié orientale de la Transcaucasie et le nord de la Perse a porté dès la plus haute antiquité les noms de « Atropotène Média » d'« Adre Bagan » et enfin d'« Azerbaïdjan » c'est-à-dire, de pays des feux éternels.

Il est difficile de dire quelle fut la race primitive qui peupla cette contrée. On suppose que la population autochtone du pays furent les Mèdes, attendu que dans l'histoire ancienne cette contrée était désignée sous le nom de Petite Médie.

Pour ce qui est de la race même à laquelle appartenaient les Mèdes, des divergences apparaissent entre savants à leur sujet. Certains d'entre eux voient en les Mèdes, des Iraniens, autrement dit, des populations aryennes, d'autres, nommément le professeur Marr, les considèrent comme une race autonome ; enfin, selon une nouvelle théorie touranienne, les Mèdes, les Hittites, les Summériens seraient des peuples touraniens.

Sans aller à des sources si lointaines, arrêtons-nous à des temps plus rapprochés, au cours desquels nous trouvons le nom d'Albanie donné à la contrée. Il faut bien admettre que cette dénomination est le résultat d'une erreur ou d'une confusion, attendu que nulle part, dans les sources iraniennes, aucune allusion n'est faite au nom d'« Albanie » ; par contre ces mêmes sources donnent au territoire azerbaïdjanien le nom d'« Aran », ce qui signifie « pays de plaines ».

Rapprochons-nous encore d'une période sur laquelle nous possédons des documents plus précis, des témoignages historiques indéniables ; nous voulons parler de l'époque des Chirvan-Chah.

Vambery nous apprend que deux siècles avant l'apparition de l'Islam, la population de l'Azerbaïdjan parlait une langue turke et que, conséquemment, elle était de race turke. Cependant, il est difficile, sinon impossible de situer l'époque de son apparition.

Sous la dynastie des Chirvans, les frontières du pays qui portait le nom de Chirvan s'étendaient, au nord jusqu'à Derbent, au sud jusqu'à l'Araxe et parfois même jusqu'à la Koura.

Les Chirvan-Chah.

Lorsque les Arabes envahirent le Caucase, ils trouvèrent, sur le territoire actuel de l'Azerbaïdjan, un Etat indépendant, avec pour capitale Chemakha et pour dynastie régnante, les princes du Chirvan ou Chirvan-Chah. *)

Ibn Khordadbe signale qu'en Azerbaïdjan, outre la dynastie régnante des Chah du Chirvan, on comptait de petits souverains qui portaient aussi le nom de « Chah » — Chirvan-Chah, Allah-Chah, Filan-Chah, Bougouran - Chah, Barichken - Chah, etc.

Dans le but de s'opposer aux attaques des Khazares au nord du pays, les rois de Perse, bien avant l'Islam, créèrent une série de petits Etats indépendants le long de la chaîne du Caucase. On sait d'une manière précise que les Sassanides conclurent un accord avec les souverains du Chirvan. En vertu de cet accord, ces derniers s'engageaient à fortifier les frontières du Nord jusqu'à Derbent où fut construite une muraille célèbre qui servait de défense contre le perpétuel danger qui, de ce côté, menaçait le pays. L'Iran comprenait très bien qu'une alliance avec les souverains du Chirvan et le respect de leur souveraineté était la meilleure politique à suivre pour les intérêts des deux Etats et peuples.

La Perse n'accordait pas sa protection aux seuls souverains du Chirvan, mais aussi aux principautés au nord du Chirvan et à chacun de ces princes elle donnait un drapeau

*) Dorn. *Geschichte der Schirwan-schache Djahanguir. Le pays des Chirvan-Chah.*

et une insigne représentant des animaux tels que le lion, l'éléphant, le bœuf, etc. Ces insignes ou emblèmes servirent par la suite à désigner ces Etats.

Ce qui, pour le moment nous intéresse, c'est l'évolution politique du Chirvan. Ce nom sert à désigner simultanément une ville, un Etat et une dynastie.

Telles sont les références de l'histoire. Certains historiens croient pouvoir identifier le nom de « Chirvan » avec celui d'Anouchirvan dont il serait originaire ; d'autres pensent que « Chirvan » est un composé des mots « chir » — lion, et « van » — pays, c'est-à-dire, le pays des lions. Cependant, toutes ces explications ne sont que des suppositions. Le poète Khagani, originaire de ce même Chirvan, nous donne une autre explication. Selon lui, c'est le pays du mal, du mot « cher » qui signifie — mal. Khan Ehhistan au contraire, estime que ce nom provient de « Khairvan », c'est-à-dire, « pays du bien », ou de « Cherefevan » — « pays de la gloire ».

D'après l'historien arabe Massoudi (« Prairies d'Or ») Chirvan-Chah — serait le nom du premier souverain du pays, et ce nom aurait par la suite servi à désigner l'Etat et le pays. Toutefois, le professeur Barthold et quelques autres prétendent que les souverains de ce pays portaient le nom d'Aran-Chah et que, par la suite ils se décidèrent à donner au pays le nom de leur emblème — un lion — et c'est ainsi qu'apparut le nom de « Chirvan Chah ». Le professeur Barthold affirme que sur le drapeau des souverains du Chirvan figurait un lion. Par la suite, les Séfévides ayant porté un coup mortel

aux souverains du Chirvan, annexèrent ce pays à la Perse. C'est ainsi qu'ils unirent les emblèmes du lion et du soleil, tout comme les Russes unirent l'aigle bicéphale byzantin à l'emblème moscovite de Georges le Triomphateur. Depuis longtemps déjà la question tendant à unir les deux emblèmes — le lion et le soleil, avait été maintes fois soulevée par les Sassanides lorsque les Chirvan-Chah passèrent sous la dépendance des rois de Perse. Mais chaque fois, les serviteurs du culte, les pontifes du mazdéisme élevaient des protestations, attendu disaient-ils, que le lion est l'emblème des barbares, que c'est un animal carnassier et que l'union de ces deux emblèmes pourrait être offensant pour le soleil qui représente la divinité, sa force, c'est-à-dire Ormuzd. Les Séfévides, au contraire, estimèrent que le lion représente la force, et le soleil — le progrès, et ils unirent les deux emblèmes comme symbole défendant la culture par la force et la puissance du lion. Cette considération l'emporta.

I

Les Arabes qui ignoraient tout du pays nouvellement conquis désignèrent la dynastie du Chirvan sous les noms de Chirvan-Chah, de Chakhriar, de Filan-Chah, etc. Le savant orientaliste allemand et académicien, Dorn, cite un souverain qui régnait en l'an 532, sous le nom de Chirvan-Chah. Il rappelle ensuite que ce nom devint celui de toute une dynastie.

Cette version ne répond pas à la réalité, attendu que les voyageurs ayant visité ce pays parlent des Chirvan-Chah, mais sans rappeler le nom

du souverain même. Quoi qu'il en soit, il est certain que sous ce nom, des souverains ont existé, à l'époque des Sassanides (235-640) ainsi que nous l'avons déjà écrit et il est vrai aussi que les Arabes trouvèrent un Etat indépendant portant le nom de Chirvan.

Au VI^e siècle, le pouvoir des souverains du Chirvan s'étendait jusqu'à Derbent. Lors de l'apparition des Arabes, en 642, le souverain qui régnait sur le pays portait le nom de Chakhriar ou de Chakhrizad. D'après al-Tabari, historien arabe du IX - X^e siècles, le gouverneur de tout l'Azerbaïdjan, Isfendiar, fut fait prisonnier par les Arabes qui arrivèrent jusqu'à Derbent. Chakhriar, souverain du Chirvan à l'époque ne crut point nécessaire de se défendre contre les Arabes ; bien mieux, il décida d'entrer en pourparlers avec eux. Il leur dit que son pays avait deux ennemis : les Khazares et les Alains qui sont non seulement les ennemis du Chirvan, mais aussi des Arabes, cependant, ajouta-t-il, ce n'est pas chacun qui peut se mesurer à eux ; il faut les connaître et, seuls les souverains du Chirvan sont à même de les combattre ; seuls les gens du pays, les troupes locales familiarisés avec les moyens et les méthodes de lutte contre les Khazares et les Alains peuvent en venir à bout. C'est pourquoi, Chakhriar proposa au commandant des troupes arabes, les conditions suivantes :

Le Chirvan ne payerait aucun tribut au Trésor arabe, mais en revanche il se charge de défendre les frontières contre les Khazares et contre les Alains, tous deux ennemis du nord, susceptibles de leur nuire sous une forme ou sous une autre.

Une telle situation facilitera aux Arabes la réalisation de leur tâche et leur donnera la possibilité de ne pas avoir de soldats aux frontières du Nord.

Cette proposition du Chirvan-Chah laisse voir le désir de Chakhriar d'éloigner le plus possible les troupes arabes et de sauvegarder jusqu'à un certain point, l'indépendance de son pays ; elle parut acceptable au chef arabe et, à son tour, il s'empressa de la faire parvenir au Khalife Omar.

A son tour, Omar l'accepta, et c'est ainsi que les troupes arabes furent retirées du pays où ne restèrent que les vice-rois arabes et de petites garnisons.

Les souverains du Chirvan restèrent dans la même situation que celle occupée bien souvent sous les Sassanides.

L'académicien Dorn considère que les souverains du Chirvan suivaient une politique tendant, par tous les moyens, à conserver leur indépendance ; qu'ils restaient soumis au puissant Etat du Sud dont ils acceptaient la suzeraineté, tant en conservant l'administration intérieure du pays sous forme en quelque sorte de dominion. Chaque fois que l'Iran ou le Khalifat venait à faiblir, les souverains du Chirvan se rendaient automatiquement indépendants, du fait même de l'absence dans leur pays de sérieuses forces militaires du suzerain.

Les Arabes adoptèrent une politique modérée à l'égard du Chirvan. Tout en restant nominalelement les maîtres du pays, ils ne s'immisçaient point dans les affaires intérieures, après qu'il eut embrassé l'islamisme.

Cette situation toute nominale subsista pendant près d'un siècle, mais

une nouvelle offensive déclenchée par les Khazares obligea le Chirvan à faire appel aux Arabes qui firent entrer des troupes dans le pays. Dès lors, la situation changea. D'après le « Derbent-namé », à l'époque du Khalife Mervan, de la dynastie des Omayyades, le Chirvan payait un tribut de 10.000 sacs de froment aux Arabes, et son armée, en temps de guerre, servait d'avant-garde et d'éclaireurs.

Le Chirvan remplissait ses obligations vis-à-vis du Khalife.

D'après d'Herbelot (Bibliothèque orientale, Paris - 1764), sous le Khalife Vassik (842) les Arabes, revenus au Chirvan, y trouvèrent Filan-Chah. L'académicien Dorn, se demande très justement, si ce chah est le même que Filan-Chah, souverain du Daghestan. A la question posée par Dorn, il est difficile de répondre en raison de l'absence de sources précises. Ajoutons que les données que nous possédons sur Filan-Chah sont rares.

Le « Derbent-Namé » nous dit qu'en 872, Hachim ibn-Mouhammed gouvernait Derbent, et, qu'en sa qualité de représentant du Chirvan-Chah, il commandait les troupes placées aux frontières de l'Etat pour sa défense. Du fait de la situation stratégique de Derbent, Hachim avait créé d'importants magasins de vivres au cas où la ville, assiégée, aurait à soutenir un long siège.

On sait également qu'après l'année 873, le naphte et le sel de Bakou étaient dans leur entier expédiés à la forteresse de Derbent ; un agent spécial, nommé par Chirvan-Chah était chargé de l'approvisionnement de tout le nécessaire à cet important point stratégique.

D'autre part, Massoudi écrit que de 877 à 913 régnait au Chirvan Ali ibn-Hachim, et qu'à l'époque de la première incursion des Russes au Chirvan, en 913, ce pays avait pour souverain Al-Hachim. Ces deux versions, comme on le voit concordent pleinement.

D'après ce même Massoudi, en 948 régnait au Chirvan, Mouhammed-ibn-Yézyd, lequel vraisemblablement, se trouvait en exil. Après la mort d'Hachim, il revint au pays et lui succéda.

Dorn écrit que Mouhammed-ibn-Yézyd s'efforça de maintenir, voire même de rétablir la gloire et la puissance de ses aïeux, et que cette tâche lui réussit. A cette époque, Derbent redevint possession des souverains du Chirvan, de même que la plus grande partie du Daghestan. D'après Al-Mougani, la frontière occidentale du Chirvan atteignait les abords de Tiflis. On sait que sous le règne de ce souverain, le Chirvan s'enrichit de riches et imposants monuments architecturaux.

Ce chah fut le dernier de la dynastie que les Arabes désignent sous le nom de Madjoussi.

II

Avant que de terminer l'histoire de cette dynastie, il n'est pas sans intérêt de dire quelques mots sur Derbent, point stratégique important dont la défense était confiée aux souverains du Chirvan, tour à tour par les Sassanides et par les Arabes, quand ce n'était pas eux-mêmes qui veillaient à la propre défense de leurs frontières.

La double muraille qui, partant de la mer, allait rejoindre la montagne

avait une tour à sa base. Cette tour qui portait le nom de Narin-Kala servit de noyau à Derbent. Une distance de 455 mètres séparait les deux murs dont la hauteur variait entre 12 et 22 mètres sur 2 ou 3 mètres de largeur. La longueur des murs atteignait deux kilomètres, et l'on dit même que sous les Sassanides, ils étaient bien plus longs, prolongés qu'ils étaient dans la mer.

Dans son « Voyage en Orient », (1828), Berezine écrit que cette forteresse de Narin-Kala est un chef-d'œuvre d'architecture, et le Hollandais, Olearius, connu par son voyage à Ispahan vers 1640 raconte que la garnison de Narin-Kala était de 500 hommes.

Un si petit nombre d'hommes ne doit pas nous étonner, attendu que la position stratégique de Derbent était fortement défendue par ce double mur. Le témoignage d'Al-Hamadani en fait foi lorsqu'il écrit qu'avant la construction de ces murs, les Sassanides avaient une garnison de 50.000 hommes à Derbent et c'est pourquoi 100 hommes suffisaient à Derbent et 100 à Darial.

Effectivement, deux routes conduisaient le voyageur du nord au sud : une de ces routes passait par Derbent, l'autre — par la trouée du Darial, désignée dans l'antiquité sous le nom d'Alain.

Les souverains du Chirvan fortifièrent la première, puis la seconde et l'on eut un système de défense des frontières au nord qu'on peut ainsi situer :

1. — Derbent (Portae Kasbiae).
2. — Darial (Portae Caucasicae) où se trouvait une forteresse portant le nom de Allan-Kala.
3. — Ces deux points stratégiques

étaient reliés par une muraille qui portait le nom de Seddi-Iskender, autrement dit, de ligne fortifiée d'Alexandre.

De ces trois lignes d'ouvrages fortifiés contre le danger du Nord, la deuxième forteresse Allan-Kala n'existe plus, pas même le moindre vestige.

Quant à l'époque de la construction desdites forteresses, il existe plusieurs versions. Les unes, persanes, indiquent d'une manière précise qu'elles furent construites sous le règne des Kaï-Koubad et des Anouchirvan de 490 à 579. Pour la défense de ces forteresses, les Sassanides y envoyèrent des tribus guerrières, si bien que de nos jours encore on en retrouve la trace dans les noms des lieux et des villages tels que Tatt, Mitahi, Kemah, Zaïdan, Toukal, etc.

Après avoir construit la forteresse de Derbent, les Sassanides procédèrent à la construction de toute une série d'autres forts tels que Semender (Petrovsk), Indoum, Guilba (Goriatchevodsk), Sourkhab (Kizlar), Khachri (Kaï-Kend), Kivach, Ikhran, Chah-Bad, etc. Nombre de ces forts furent détruits ou débaptisés par les Russes.

Certains savants cependant font remonter la construction de ces murailles à une époque antérieure à celle des Sassanides. C'est ainsi que le prof. Barthold affirme qu'elles furent l'œuvre de l'empereur d'Orient Marcien lequel régnait de 450 à 457 après J.C. Où le savant professeur a-t-il pris ces données sujettes à caution puisque nous savons que Pompée qui se trouvait au Mougan, subit une défaite et fut obligé de se retirer.

Après les Sassanides, les Khazares

qui avaient envahi le pays, détruisirent les forteresses qu'ils y trouvèrent et lorsque parurent les Arabes, ils rétablirent tout le système de défense existant avant eux, entre Derbent et Allan-Kala ; ils construisirent même de nouveaux forts, tels ceux de Tir-Chah, Lezi, Filan-Chah, Liran-Chah, Soul, Samsouhi, Birgat, Harounan, etc.

Le chef arabe Abou-Mouslim qui fit son apparition au Caucase en 774, renforça la système de défense de Derbent ; il perça le mur d'enceinte de dix portes en fer et donna à cette localité le nom de Bab-al-Abvab (Porte des Portes). Par la suite ce nom fut changé en celui de Demir-Kapou (Porte de Fer). Sous ses murs eurent fréquemment lieu de sanglantes luttes entre le Nord et le Sud.

La deuxième forteresse qu'on appelait Darial ou Allan-Kala existait également, ainsi que l'affirment les sources arabes, mais l'absence de toute trace ne nous permet point de

nous étendre longuement sur le lieu. Il suffit de signaler que les sources arabes parlent de l'existence d'une forteresse sous forme de muraille flanquée de tours.

Sur toute sa longueur cette muraille comptait 350 tours.

D'un grand intérêt pour nous sont les documents laissés par l'un des membres de l'expédition organisée au Caucase par Pierre I^{er} en 1722. Il s'agit de l'Hospodar des Moldaves Kantemir qui faisait partie des troupes russes de ladite expédition.

Kantemir dessina toute une série de vues et notamment, une vue de cette muraille. Ces dessins étaient fixés dans son journal de route dont Baer prit une copie par la suite. Malheureusement ces dessins n'ont pas été publiés ; ils se trouvent actuellement à la Bibliothèque publique de Pétersbourg.

(à suivre)

Dr MIR YACOB.

La Turquie et le Caucase

L'homme politique et journaliste turc bien connu, M. Mouheddin Birguen a publié dans le *Son Posta* d'Istanbul, toute une série d'articles relatifs au Caucase en général et à l'Azerbaïdjan, en particulier.

Cet article est intitulé « Dix années dans le Comité « Union et Progrès ». » L'on sait que c'est le nom du parti politique Jeune Turc. L'auteur de l'article donne un aperçu détaillé de ses souvenirs d'autant plus intéressants qu'il fut pendant longtemps le rédacteur en chef du jour-

nal *Tanine*, organe officiel du parti.

Les deux derniers chapitres concernent le Caucase et l'Azerbaïdjan ; ils ont pour titre « Les Unionistes et l'Emigration » et « Le dernier unioniste en Azerbaïdjan ». Mouheddin Birguen passa les années 1921, 1922 et 1923 au Caucase et en Russie ; de 1922 à 1923, il fut professeur à l'Université d'Azerbaïdjan sur l'invitation du Commissariat du peuple à l'Instruction publique de l'Azerbaïdjan soviétique.

D'après l'auteur, le problème de

l'Azerbaïdjan est intimement lié au problème de tout le Caucase, « l'un des plus importants de l'isthme historique ». Là en effet, se heurtent trois cultures : osmanlie, persane et russe. La population de l'Azerbaïdjan est, dans sa majorité, turke, c'est pourquoi la langue turke domine.

« Si au point de vue culturel, l'Azerbaïdjanien diffère peu des habitants du nord de la Perse et de l'est de l'Anatolie, il n'en est pas de même de ses conceptions politiques qui ont une physionomie propre. » « La culture contemporaine est venue d'Europe en Azerbaïdjan par la Russie ; elle a atteint ici un degré assez élevé. Les Azerbaïdjanien sont forts, surtout dans le domaine de la culture sociale et politique. Dans ce domaine, les intellectuels azerbaïdjanien sont bien plus développés que les intellectuels turcs. »

La culture actuelle ayant pénétré en Azerbaïdjan, une profonde influence a été exercée par elle sur la masse de la population, aussi Mouheddin Birguen juge-t-il nécessaire de faire la remarque suivante : « Que cela n'étonne pas si je dis que les éléments de la culture européenne introduits par Pierre I^{er} ont trouvé une adaptation beaucoup plus rapide en Azerbaïdjan que dans certaines parties de la Russie elle-même. » En dépit de toutes les persécutions du tsarisme, le développement économique du pays principalement en ce qui concerne l'industrie du naphte et le commerce de Bakou et de sa région ont créé en Azerbaïdjan un courant démocratique à tendances nettement socialopolitiques parmi la population.

M. Birguen donne une caractéris-

tique détaillée, complétée d'une analyse, sur l'activité nationale - culturelle des Azerbaïdjanien et il passe ensuite à la question touchant à la situation de ce pays à la chute du tsarisme.

L'auteur constate qu'en dépit des difficultés, les Azerbaïdjanien surmontent peu à peu consolider l'Etat national avec tous ses attributs, en créant une police, une gendarmerie et, ce qui est mieux — une armée, chose difficile attendu que les Azerbaïdjanien étaient exemptés du service militaire dans les armées russes. Si l'on prend en considération la richesse économique du pays on ne s'étonnera pas de la voir faire de grands progrès en peu de temps, dans tous les domaines de la vie administrative et d'Etat.

Le nouvel Azerbaïdjan n'avait pas encore eu le temps de se consolider au point de vue politique lorsqu'il tombait sous les coups des bolcheviks.

Mouheddin Birguen s'arrête longuement sur cette partie de l'émigration turque, venue en Azerbaïdjan après l'armistice de 1918 ; il la montre jouissant largement de l'hospitalité du peuple et du gouvernement azerbaïdjanien. —

L'auteur se montre fort sceptique en ce qui concerne le rôle joué par certains représentants de cette émigration et qui n'était autre que celui de « conspirateurs au profit du travail clandestin des bolcheviks russes en voie de préparer la soviétisation de l'Azerbaïdjan. »

M. Birguen porte nettement ses accusations sur trois points : sur l'immixtion dans les affaires intérieures de l'Azerbaïdjan, sur l'immixtion usurpatrice dans les relations turco-

azerbaïdjanienes, et sur les manœuvres tendant à dresser les partis d'opposition en Azerbaïdjan contre le gouvernement légal.

M. Mouheddin Birguen explique la politique de l'Azerbaïdjan au cours de cette période, alors que les conditions étaient telles qu'il devait, pour conserver et renforcer son indépendance, entrer dans l'orbite des puissances de l'Entente. Cette dernière jouait un grand rôle dans la vie des nouvelles formations d'Etat. En dépit d'une semblable situation, l'Azerbaïdjan manifesta un grand courage en donnant asile aux hommes politiques turcs qui avaient fui, par crainte des Anglais. Hâtons-nous d'ajouter que l'Azerbaïdjan sympathisait beaucoup au mouvement national turc d'Anatolie.

L'auteur passe ensuite aux jours tragiques de l'occupation de l'Azerbaïdjan par les forces rouges et il décrit le rôle que certains éléments irresponsables jouèrent au cours de ces journées. Il termine cette partie de ses souvenirs par ces mots :

« En ma qualité d'intellectuel turc, désireux de remplir un devoir moral turc, devant les Azerbaïdjanis, j'ai résolu avant de mourir de raconter publiquement tout ce qui s'est passé. L'histoire doit tout savoir.

Dans le même temps, j'apporte aux Azerbaïdjanis, au nom du nationalisme turc ma profonde sympathie et je leur demande publiquement pardon pour les souffrances qu'ils éprouvent à cause de nos compatriotes. »

Une chose console l'auteur, c'est que le peuple turc dans son ensemble n'est pas responsable des actes de politiciens individuels et d'aventuriers.

Les passages consacrés à son séjour en Azerbaïdjan nous intéressent également, car ayant accepté l'invitation du Commissariat du peuple à l'Instruction publique, M. Mouheddin Birguen résolut de ne s'occuper que de science et de laisser de côté toute politique. Et de fait, pendant son court séjour à Bakou, il édite plusieurs travaux scientifiques et crée toute une série de collaborateurs qui ne s'occupaient également que de science. Cela même lui permet d'acquérir la sympathie et l'amour des jeunes étudiants, et il estime que les étudiants azerbaïdjanis sont pour lui les meilleurs de ceux qu'il lui a été donné de rencontrer au cours de son activité pédagogique.

Malgré son complet désintéressement de la politique, M. Birguen et ses collaborateurs immédiats furent soupçonnés par le pouvoir d'occupation russe de travailler pour Ankara et le tout puissant Guépéou procéda à des perquisitions dans son logement et chez ses collaborateurs. C'est ainsi que de nombreux documents furent saisis et que M. Birguen fut expulsé de l'Azerbaïdjan et de l'Union soviétique.

Les amis de M. Birguen firent l'impossible pour le défendre et pour obtenir l'annulation de l'ordonnance d'expulsion, mais la sagesse lui commandait de quitter « volontairement » ce pays turk indépendant. Les membres du gouvernement, au cours d'un intime entretien, avaient dû lui avouer leur impuissance devant les caprices du tout puissant Guépéou. Lui seul était le vrai maître de la situation en Azerbaïdjan, agissant sur les ordres directs de Moscou. M. Birguen est convaincu

que l'unique raison de son expulsion est sa nationalité turque.

La révolution communiste en Azerbaïdjan a été importé du dehors, sur les baïonnettes russes, par la langue russe. Moscou continue son action en recourant aux méthodes de la Russie tsariste. La prépondérance de la langue russe s'explique aujourd'hui par le fait que la « langue d'Octobre » est « sacrée » et c'est ainsi que toute la culture russe prend la teinte rouge du communisme.

A tout cela, M. Birguen n'a qu'une réponse ; c'est que l'Azerbaïdjan est un pays turk, qu'il veut rester turk. Il n'est au pouvoir de personne de faire rebrousser chemin à la roue de l'histoire. On ne pourrait s'imaginer de voir l'Azerbaïdjan cesser d'être turk. Les Azerbaïdjanis ont tour à tour subi la domination des Persans, des Ottomans, des Russes, mais il n'a jamais cessé d'être turk. »

L'auteur considère que tous les Azerbaïdjanis, sans exception sont nationalistes. Et quant aux communistes locaux, ils peuvent être divisés en deux camps. Au premier appartiennent à une écrasante majorité, les séparatistes qui aspirent à un Azerbaïdjan libre et indépendant ; au second — une poignée de communistes, orientés vers la Russie. Le premier groupe, nous l'avons dit, est le plus important, mais son existence est sujette à bien des inquiétudes et aux persécutions du pouvoir central moscovite. Son développement est sous la dépendance directe de la politique de Moscou. Les événements ont prouvé que le communisme venu du dehors sur la pointe des baïonnettes russes n'a pas compris et ne pouvait comprendre l'âme du peuple et du pays ; aussi a-t-il pris la

même voie suivie par le pouvoir tsariste, voie de violences et de russification forcée. Cette orientation a abouti à des conflits sanglants qui, par moments, ont pris la forme d'une véritable guerre entre les masses populaires d'Azerbaïdjan et la « Russie révolutionnaire ». Cette situation du fait du régime bolchevik a dressé l'un contre l'autre, le peuple azerbaïdjanien contre le peuple russe. »

Cette politique de russification renforce le mouvement nationaliste en Azerbaïdjan ; ses rangs ne cessent de s'accroître et une lutte politique sans merci se livre contre les autorités par tous les moyens dont on peut disposer.

Parlant des relations entre l'Azerbaïdjan et la Turquie, M. Mouheddin Birguen considère que l'Azerbaïdjan, malgré la sympathie qu'il éprouve pour la Turquie est loin du désir de s'unir à elle. M. Birguen écrit à ce sujet : « Des entretiens que j'ai eus dans la plus stricte intimité avec de nombreux représentants des milieux intellectuels azerbaïdjanis et avec presque tous les chefs politiques d'Azerbaïdjan, j'ai emporté des impressions très définies.

Voyant en moi un homme qui respecte toute opinion quelle qu'elle soit, ils me confiaient toujours leurs plus secrètes pensées. Ces gens sont prêts à sacrifier leur vie pour le bonheur et les succès de la Turquie, mais dans le même temps ils se déclaraient bien franchement contre toute politique d'annexion de l'Azerbaïdjan à la Turquie. »

L'auteur estime que cette opinion est la plus raisonnable et qu'elle répond à toutes les conditions géopolitiques non seulement de l'Azerbaï-

djan, mais du Caucase tout entier dont l'Azerbaïdjan est partie intégrante. Tout d'abord, dit l'auteur l'Azerbaïdjan est plus profondément imprégné de culture contemporaine, et les masses populaires du pays en sont les plus grands bénéficiaires. En outre, les conditions historiques, différentes de celles de la Turquie, ont fait du Caucase une unité économique ayant une vie et des intérêts politiques communs. Ajoutons encore que l'Azerbaïdjan n'est pas le seul Etat caucasien ; sa vie est intimement liée à celle du Caucase du Nord et de la Géorgie ; leur union est toute naturelle, elle est indispensable à l'existence d'un Caucase indépendant.

Pour ce qui est des relations entre la Turquie et l'Azerbaïdjan, M. Birguen déclare que nonobstant leur parenté, « la Turquie n'ignore pas qu'une union politique avec l'Azerbaïdjan est impossible. Ce serait un acte de pure folie. » Tout d'abord parce que la Turquie n'est plus de nos jours un pays impérialiste, attendu qu'elle est née en pleine lutte contre l'impérialisme, et que, d'autre part, « sa propre existence se trouve en liaison étroite avec l'affaiblissement des principes impérialistes et avec le renforcement de la solidarité internationale. »

« La politique extérieure de la Turquie est basée sur ce principe. Semblable à d'autres principes, établis par la main de fer d'Ataturk, ce principe de la nouvelle Turquie reste immuable. Le nationalisme turc se contente des frontières politiques actuelles de la Turquie. Dans notre nouveau dictionnaire politique, le terme « nationalisme » a une tout autre signification que celle qu'ex-

priment les langues européennes. Le nationalisme européen est agressif. C'est un nationalisme offensif, alors que chez nous c'est, si l'on peut ainsi s'exprimer, un « impérialisme défensif ». Pour nous, nationalisme veut dire renforcement de l'esprit turc, épuration de la culture turque des éléments étrangers. C'est une renaissance économique-nationale ; c'est une poussée industrielle, un nationalisme anti-impérialiste ; en lui, rien de semblable avec le type européen du nationalisme agressif. Le nouvel idéal de la Turquie — c'est l'amour de la Patrie avec ses frontières historiques nettement délimitées. C'est en même temps une réaction des forces nationales, forces trop longtemps prisonnières des principes cosmopolites, une réaction contre l'ottomanisme qui pendant longtemps a freiné toute manifestation de turkisme. »

De ce qui précède il s'ensuit que la Turquie ne nourrit aucune visée impérialiste à l'égard de l'Azerbaïdjan. Rien d'autre que des liens cordialement fraternels ne doit exister entre ces pays « attendu que la marche de l'histoire de l'Azerbaïdjan et sa situation géographique et économique ne lui permettent pas de faire partie intégrante de la Turquie. »

« Tout au plus, ce que nous pouvons, ce que nous devons même désirer à l'Azerbaïdjan, c'est d'être défendu en tant que pays turk, et de vivre sa propre vie, d'une vie tranquille et heureuse. »

Nous sommes on ne peut plus heureux de constater que l'opinion publique turque commence à s'intéresser au problème caucasien et qu'elle manifeste une certaine réaction contre les persécutions bolchevistes dont

sont victimes les peuples du Caucase.

L'article inspiré par M. Birguen présente un grand intérêt pour nous ; il spécifie clairement que la Turquie

est intéressée à l'indépendance du Caucase et qu'elle ne nourrit aucune visée impérialiste à son égard.

A. B.

Le jeu soviétique en Ukraine

Souvent, les amis des Soviets posent à ceux des Ukrainiens les questions suivantes, qu'ils croient probablement être embarrassantes : vous qui prétendez que les Soviets ont conquis l'Ukraine « manu militari », comment pouvez-vous expliquer logiquement, la faveur qu'ils lui ont accordée sous forme d « ukrainisation » du pays ? Ne dit-on pas aussi : De quoi se plaignent ces Ukrainiens ? N'ont-ils pas une République Socialiste Soviétique indépendante ?

Inutile de dire que toutes ces questions sont ineptes ; et pour mesurer la duperie de cette « indépendance » ou de cette « faveur », il suffit de prendre connaissance du remarquable document, publié par M. Horlis-Horsky dans son livre « Au camp ennemi », et qui est le texte d'un discours confidentiel de Degtiarov, qui était en 1921 le chef du bureau du Parti Communiste en Ukraine (1). Ce document, par le cynisme dont il est imprégné parle de lui-même.

« Camarades ! Le banditisme po-

litique en Ukraine n'est ni un phénomène de hasard, ni un phénomène criminel. Il a de profondes racines historiques et économiques, et lutter avec lui uniquement par des moyens militaires, c'est alimenter le feu avec de l'herbe sèche. De 1919 à 1920, plus d'un million d'insurgés, les armes à la main se sont dressés contre nous en Ukraine. A cette époque les insurgés et les partisans ont tué plus de cent quarante mille soldats rouges, tchékistes ou travailleurs des institutions d'exploitation. Pendant ce même temps les organes de la Tcheka et les divisions spéciales militaires, ont fusillé — d'après les seules données officielles — plus de quatre cent mille insurgés et partisans ; et malgré cela ce printemps de 1921, voit une nouvelle recrudescence d'insurrections.

« Camarades ! ces chiffres vous montrent assez que nous avons affaire à un adversaire plus tenace que ne le veulent bien admettre certains de nos militaires qui disent si légèrement : « Donnez nous une entière liberté, et dans un mois en Ukraine il ne restera plus aucune trace de banditisme ! »

« Mais, camarades, on ne peut envisager ainsi la situation ! Certes nous devons être sans pitié, voire

(1) *Discours de Degtiarov, extrait du livre « Le Banditisme Politique en Ukraine » — édition secrète de l'OOKVO 1921, cité par M. Iouri Horlis-Horsky — « Au Camp Ennemi », Lviv 1935.*

cruels... Mais le mouvement insurrectionnel ne cessera pas si nous fusillons encore un demi million d'hommes, et si nous brûlons encore une centaine de villages, bien au contraire il prendra peut-être de l'extension...

« La situation dans les autres parties de la R.F.S.S.R. ne nous permet pas de cesser notre politique d'exploitation en Ukraine, qui est la principale cause pour laquelle le village ukrainien se dresse toutes griffes dehors. Mais il nous faut, coûte que coûte, mater l'insurrection avant qu'il ne soit trop tard. Nous ne craignons pas les centres de la Contre-Révolution ukrainienne à l'étranger, mais avoir contre soi des villages armés qui prennent leurs ordres est chose dangereuse.

« Nous devons suivre deux voies : la voie du désarmement des villages, sans nous arrêter devant l'exécution systématique de ceux qui déposent leurs armes, et celle du désarmement idéologique de cette classe de la population ukrainienne qui, utilisant les divergences entre le pouvoir et les paysans, prend la direction des insurgés et les lance dans des raids nationaux jaunes et bleus.

« Ce sont surtout les intellectuels villageois, les instituteurs, infirmiers, médecins et coopérateurs nationaux qu'il faut atteindre.

« De ce côté nous devons procéder ainsi : Fusiller les uns, et donner aux autres sous forme de « pot de vin » l'élément au nom duquel il lutte. Nous devons faire en sorte qu'ils finissent par croire que l'Ukraine Soviétique — est un Etat Ukrainien. Ils veulent la langue ukrainienne dans l'administration et dans les écoles — nous la leur don-

nerons. Nous chasserons les « centres intellectuels » chauvins, mais à leur place nous favoriserons d'autres « centres culturels » ukrainiens — je souligne ukrainiens — dans les villages et dans les villes. Nous les surveillerons attentivement, mais nous permettrons parfois à ceux qui amentent aujourd'hui les villages de dépenser leur énergie dans ce nouveau travail. Nous ne pouvons faire maintenant de concessions matérielles aux paysans qui ne veulent donner leur pain, mais nous pouvons faire des concessions idéologiques aux intellectuels villageois, et leur donner l'illusion que la direction politique de l'Ukraine Soviétique leur appartiendra dans l'avenir, et ainsi nous pouvons et nous devons diriger leurs intérêts et les intérêts des masses paysannes dans ces diverses voies. Et quand le besoin ne s'en fera plus sentir, nous les enverrons tous au diable, et nous les remplacerons par des hommes sûrs, par nos communistes.

« On ne peut lutter avec un tel ennemi qu'en mitigeant les moyens militaires et les tortueuses méthodes politiques. »

C'est ainsi que les maîtres rouges de l'Ukraine formulaient en 1921 leur plan de domination complète du pays, à un moment où les « bandits » politiques, c'est à dire les insurgés patriotes, tenaient encore ferme dans certaines régions, et où il fallait les amadouer d'abord, les contraindre ensuite à déposer les armes et à renier enfin leur « banditisme ». Pour y parvenir un plan astucieux était indispensable, et dans ce domaine, les grands professeurs de morale que sont les bolchéviks étaient particu-

lièrement forts. Pourtant il n'est pas si simple que cela d'engager la lutte contre des « bandits », même quand on est soutenu par les « immortels principes » de Lénine...

Car un plan est une chose, les résultats en sont une autre... Le plan cité plus haut fut cependant appliqué... Au Kremlin, on confectionna un programme plus détaillé d'ukrainisation, qui devait, paraît-il, endormir dans la confiance un peuple qui avait eu l'audace de fournir tant de « bandits », et de se montrer récalcitrant au régime des Huns modernes, les bolchéviks.

De leur côté, les insurgés ukrainiens, matériellement épuisés par quatre années de guerre mondiale et autant par la guerre pour l'indépendance de l'Ukraine, cherchaient une occasion de trêve pour se retremper, se reposer, former des cadres nouveaux et se préparer enfin pour une nouvelle lutte décisive.

Ainsi le plan soviétique coïncida avec le besoin de répit des insurgés ukrainiens. Mais les leaders de la nation ukrainienne ne furent pas dupes ; ils comprirent dans quel piège on voulait les pousser, et dès le début, ils se méfièrent de cette « ukrainisation » si généreusement et si facilement accordée. Dès lors ils résolurent de profiter intelligemment de cette « trêve », et de faire ainsi de l'Ukraine, en éduquant son peuple et en le préparant à la lutte future, une véritable forteresse, puissamment armée, tant au point de vue national que moral.

Le travail s'organisa partout. Dans l'enseignement primaire et dans les hautes écoles, les professeurs — à la « barbe » des contrôleurs soviétiques — élevaient la jeunesse ukrainienne

et développaient en elle des sentiments hautement patriotiques ; dans l'administration les fonctionnaires nationaux s'emparaient des leviers de commande, dans les campagnes les paysans résistaient comme ils pouvaient à la sauvage exploitation de Moscou, et jusque dans les rangs du Guépéou et du Parti Communiste, on voyait pénétrer les membres de l'opposition nationale.

Dix années de travail (de 1922 à 1932) permirent d'accomplir malgré la tyrannie du Guépéou une œuvre immense : sans compter que tout le pays sans exception était devenu conscient de sa nationalité ukrainienne, une immense production littéraire, scientifique et artistique, traduisit la vitalité et l'extraordinaire génie du peuple.

Mais le Gouvernement central de l'Union s'inquiétait. Des arrestations massives, des procès à grand fracas, des déportations, des fusillades, la famine enfin, devaient être les moyens employés par Moscou pour saper dans toutes les classes sociales le merveilleux élan de l'Ukraine.

... Et la lutte recommence à nouveau. Sourde, lente, avec une totale inégalité de moyens, mais aussi âpre que l'insurrection héroïque de 1919 - 1921.

A l'heure présente les Soviets ont certes meilleur jeu, car ils ont l'organisation et l'appareil d'Etat, mais ils n'en sont pas moins obligés de tenir en Ukraine des forces armées considérables. A chaque instant leurs plans sont combattus et mis en échec dans les campagnes et dans les villes par la magnifique et intelligente résistance de la jeunesse ukrainienne. Ils y répondent par une terreur féroce, fusillant et déportant par

milliers des jeunes hommes et des jeunes femmes, dont le seul crime est de servir leur patrie et de s'opposer à l'oppression.

Mais le combat opiniâtre se poursuit, désagrégeant l'unité des tenants de Moscou, qui s'accusent les uns les autres des échecs successifs, et qui pour masquer leur faiblesse, organisent des procès monstres, où, en condamnant leurs propres hommes ils se condamnent eux-mêmes.

L'ombre de l'Ataman en chef Simon Petlura plane au-dessus de tou-

te l'Ukraine. Son nom est un symbole de lutte, un symbole de toutes les aspirations du peuple ukrainien, il est le héros national et légendaire, l'unificateur de tous les élans nationaux.

Une flamme immense couve en Ukraine ; elle prend l'aspect d'un gigantesque foyer qui ne demande qu'à s'embraser : c'est une manifestation de la volonté prodigieuse de toute une nation à recouvrer sa liberté.

Rostislav CHOULGUINE.

A travers les journaux

BUTENKO PARLE :

M. Butenko est à Rome ! Reniant le bolchevisme, il est venu se mettre pratiquement sous la protection des autorités italiennes. Et ceci réduit à néant les accusations portées contre la Roumanie par le gouvernement soviétique. Moscou, on le sait, accusait les « fascistes » roumains d'avoir assassiné M. Butenko et exigeait, en termes agressifs, la punition des « coupables » ! En réalité, c'étaient les tueurs du Guépéou qui voulaient « exécuter » le diplomate. Mais celui-ci a réussi à s'enfuir à temps. Aujourd'hui, il publie, dans le « Giornale d'Italia », le grand journal italien du soir, sous le titre : « Pourquoi j'ai quitté les bolcheviks », une confession qui est un réquisitoire contre Moscou.

— Je me suis séparé pour toujours et avec horreur des Bolcheviks, écrit-il, en jetant un regard rétrospectif sur les années d'oppression passées dans ce pays, que les Bolcheviks s'ingénient à représenter comme la Mecque du bonheur social, du travail laborieux et de la justice...

Butenko fait, ensuite, une comparaison entre ce qu'était la Russie des tsars et celle d'aujourd'hui :

— Le tsarisme russe, écrit-il, même dans la période de la lutte la plus âpre contre les forces démocratiques, n'a jamais levé la main sur ses ennemis les plus acharnés : Gogol, Tolstoï, Saltykov, Gorki. La vieille Russie, malgré les défauts de son régime, est restée aujourd'hui dans le souvenir du peuple russe, comme une époque de satiété générale, d'abondance, d'équilibre, de travail humain et d'initiative individuelle.

Vient ensuite le réquisitoire contre le bolchevisme :

— Qu'a donc apporté le bolchevisme au peuple russe ? Exploitant les plus bas instincts des paysans, il leur a promis l'occupation des propriétés des possédants et le partage des biens. En réalité, il a, au contraire, introduit dans les campagnes russes le plus atroce esclavage que l'histoire humaine ait jamais enregistré. Contre leur volonté, par la force des armes, par des impôts coercitifs, et par d'autres mesures soi-disant adminis-

tratives, les paysans sont aujourd'hui massés dans des entreprises collectives, ce qui équivaut à la complète spoliation de tout droit à la propriété terrienne, à la suppression de toute initiative de travail, à la conscription dans une corvée collective sous la terreur du bâton.

Puis Butenko parle du sort des ouvriers à qui l'on avait promis les fabriques et les chantiers en les faisant patrons du pays, et qui, en réalité, souffrent, aujourd'hui, d'immenses privations.

— A la place des précédents capitalistes, écrit-il, s'est créée une nouvelle bourgeoisie composée presque cent pour cent d'israélites. Toutes les grandes fabriques, tous les chantiers, les monopoles de la production, l'industrie guerrière, les voies ferrées, le grand et le petit commerce se trouvent virtuellement et effectivement entre les mains des israélites, tandis que la classe ouvrière ne figure que par pure abstraction comme patronne de l'économie.

La misère du peuple

Tous les dirigeants mènent une vie luxueuse. Quel est, au contraire, le sort de la classe ouvrière ? Voici la réponse de Butenko :

— L'ouvrier, trompé et joué par la révolution, reçoit de 400 à 500 roubles soviétiques par mois et traîne une existence d'affamé, étant donné qu'une paire de simples savates coûte de 200 à 250 roubles et un repas à la cuisine économique populaire de 6 à 8 roubles.

Et plus loin :

— J'ai pu parler avec de nombreux ouvriers qui se souviennent encore de la vieille Russie. Ils s'en souviennent encore comme d'une lointaine chimère, parce que, alors, le salaire des travailleurs garantissait leur nourriture et la possibilité de se vêtir convenablement, tandis qu'aujourd'hui l'ouvrier porte le même habit pendant cinq ou six ans. La viande

est devenue un luxe très rare ; on n'a rien à boire et il est obligatoire de passer de nombreuses heures chaque jour dans des comices où il faut voter servilement en faveur du régime bolchevik.

Les bolcheviks avaient aussi promis aux pays qui composaient l'ancienne Russie une pleine et entière liberté et l'autonomie. Qu'est-il arrivé au contraire ?

— Je me limite à citer, écrit Butenko, le cas de l'Ukraine. Toute l'administration, les postes dirigeants des entreprises les plus importantes sont entre les mains des israélites ou de gens asservis à Staline et envoyés de Moscou.

» Toute l'industrie chimique, aéronautique et guerrière, les fabriques de machines, l'industrie électrotechnique sont concentrées à Moscou, Leningrad, en Sibérie, dans l'Oural et sur les confins extrême-orientaux de l'U.R.S.S. Industriellement, l'Ukraine continue à subsister comme une espèce de colonie de Moscou. Les habitants de cette terre, qui est pourtant florissante, ne sortent plus de la disette permanente ou semi-permanente.

» Le moindre signe de nationalisme ukrainien, même s'il ne sort pas des cadres de la vie soviétique, est anéanti et extirpé radicalement par les bolcheviks. Des dizaines de milliers d'hommes parmi les habitants de l'Ukraine, parmi les nobles et courageux patriotes, sont fusillés ou arrêtés ou bien peuplent les prisons. Le peuple de cette région est saturé de haine envers les bolcheviks, parce que toute l'Ukraine se trouve sous un joug et dans un état de siège terrifiant de la part de ces brigands qui l'oppriment et la torturent.

Butenko parle, ensuite, des fameux procès d'épuration :

— J'ai personnellement assisté à de tels procès en Russie soviétique, et je connais mieux que quiconque toute cette horrible cuisine de destruction humaine qui enlève la vie à quantité de personnes méritantes et parfaitement innocentes...

Effroyable chute

Enfin, cette conclusion :

— Moi qui ai vécu en 1937 et 1938 dans les pays de l'Europe occidentale, j'ai pu me rendre clairement compte de toute l'incommensurable profondeur de la chute de la Russie contemporaine... L'expérience de la révolution bolcheviste en Russie, que j'ai suivie et observée pendant près de 25 ans, m'a convaincu de ce qu'il y avait d'éphémère et de faux dans les idéologies socialistes appliquées à la pratique de la vie quotidienne et je suis passé dans le monde de la vraie culture, de la civilisation, de la justice, décidé à consacrer tous mes efforts à la défense du progrès humain.

Butenko a aussi accordé une courte interview à un rédacteur du « Giornale d'Italia », dans laquelle il raconte comment, étant en Russie, il avait décidé de s'évader par tous les moyens ; qu'il avait, pour cela, suivi les cours de l'Ecole supérieure de diplomatie de Moscou. Nommé, quand

il fut sorti de cette école, commissaire à un emploi au pavillon soviétique de l'Exposition de Paris, il dit comment il eut la « révélation » quand il fut en contact avec la civilisation européenne.

— J'ai constaté alors que toutes les statistiques sur les grandes réalisations communistes exposées dans le pavillon soviétique à Paris étaient des faux qui ne traduisaient aucune réalité russe. J'ai mesuré alors le grand abîme qui sépare le monde de la civilisation et des vivants du pays barbare et artificiel qu'est devenue la Russie soviétique.

Sa décision fut alors prise de rompre définitivement avec les Soviets. L'occasion lui en fut fournie quand on lui demanda, à Bucarest, de regagner la Russie Soviétique. Il comprit, alors, qu'on lui préparait un guet-apens pour le tuer. Le 6 février il quitta la légation, puis il se cacha dans Bucarest et, quatre jours après, le 10 février, il put passer la frontière.



CHRONIQUE

Azerbaïdjan

Le *Bakinski Rabotchi* du 9-12-37 signale l'ouverture à Bakou, le 7 décembre dernier, d'une conférence géologique. L'intérêt de cette conférence est compréhensible et c'est pourquoi nous donnons un aperçu des rapports qui y ont été lus et dont on trouve les détails dans ledit journal :

Les travaux de la conférence débutèrent par un rapport de l'académicien Goubkine.

Après s'être arrêté sur le développement de l'industrie du naphte en Union soviétique, notamment dans le rayon de Bakou et avoir souligné les énormes succès obtenus en matière de géologie pétrolière soviétique dans le domaine de la découverte de nouveaux gisements de naphte d'une importance considérable, l'académicien Goubkine s'éleva vivement contre la « théorie malveillante » de « limitation et de soi-disant «épuisement»

des gisements de naphte d'Apchéron.

Au cours des années de régime soviétique toute une série de nouveaux gisements de naphte ont été découverts et des horizons nouveaux ont surgi. De nouvelles données sur la prospection ont complètement détruit les « prévisions » conçues dans un esprit malveillant.

Dans le rayon d'Apchéron se trouvent encore d'importantes réserves de naphte dont jusqu'à présent, déclara l'académicien Goubkine, on n'avait pas la moindre idée. Il n'est pas jusqu'au rayon de Binagadi qui ne donne des espoirs de développement en direction du nord.

D'autres perspectives s'ouvrent devant Bibi-Eybat, en direction nord-ouest ; immensément plus grandes sont les perspectives dans la partie orientale d'Apchéron. C'est par centaines de mille hectares qu'il faut compter l'accroissement des terrains pétrolifères.

Concluant, l'académicien Goubkine a fait appel aux géologues d'Azerbaïdjan, aux travailleurs de science et aux ingénieurs pour obtenir la liquidation complète des suites du sabotage, pour une intensification du travail pour le bonheur de la grande patrie.

Au cours d'une autre séance, les géologues Zaïchlo, du combinat de l'Aznepht, Klechtchov, des recherches de l'Aznepht, et le professeur

Abramovitch, de l'Azphan, furent des rapports sur l'étude géologique de l'Azerbaïdjan dans le domaine de la géologie pétrolière.

Dans son rapport, M. Klechtchov présenta d'intéressantes données fournies par les géologues soviétiques en ce qui concerne l'étude et la découverte de gisements pétrolifères en Azerbaïdjan. Plus de 50 % du naphte du rayon de Bakou est recueilli actuellement dans les rayons mis en exploitation après la révolution. En dehors de l'Apchéron où les perspectives d'élargissement des champs pétrolifères sont extrêmement grandes, d'énormes possibilités s'ouvrent aussi dans le rayon de Kabristano-Chemakha. On estime, en effet, que les réserves géologiques de naphte dans le rayon atteignent 7 ou 800 millions de tonnes, et dans le rayon de Prikouri — 470 millions ; il en est de même dans le rayon de Kirovabad et dans d'autres.

Des traces de gisements de naphte ont été également découverts dans le rayon de Lenkoran. On y prévoit de profonds travaux de forage à la fin du troisième plan quinquennal.

D'un très grand intérêt est le rayon de la Grande Koura où 20 kilom. carrés promettant de riches perspectives n'ont pas encore été l'objet de recherches de la part des géologues.

De ces rapports il ressort une constatation : c'est que tous confirment, une fois de plus, la richesse de l'Azerbaïdjan en industrie pétrolière.

Ukraine

LE MESSAGE DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE UKRAINIENNE AU PEUPLE UKRAINIEN A L'OCCASION DU VINGTIEME ANNIVERSAIRE DE LA PROCLAMATION DE L'INDEPENDANCE DE L'UKRAINE LE 22 JANVIER 1918.

Nous donnons ci-dessous, d'après le texte de la revue « Le Trident », les principaux passages du message du Gouvernement de la République Démocratique Ukrainienne, à l'occasion du vingtième anniversaire de la proclamation de l'Indépendance de l'Ukraine, le 22 janvier 1918.

« En ce jour, la nation Ukrainienne, par la voix de ses représentants, par la voix de la Rada Centrale, a proclamé au monde entier qu'elle veut vivre libre et indépendante dans son Etat Souverain. La République Démocratique Ukrainienne est donc la création du peuple ukrainien lui-même. Elle est l'incarnation de sa volonté et de ses efforts pour la liberté ».

« La déclaration de l'Indépendance de l'Ukraine a été cause de la lutte contre Moscou, de cette lutte qui dure depuis vingt ans déjà. Moscou a réussi par l'invasion à main armée à conquérir nos terres. Mais cette défaite toute superficielle sera moins importante dans l'histoire de la lutte pour la libération de l'Ukraine que le réveil de l'Ukraine et la renaissance de son esprit de souveraineté qui ont été proclamés dans le IV^e Universal ».

« Le gouvernement fait appel à l'abnégation, et au courage du peuple Ukrainien en ces temps difficiles, à l'œuvre d'union pour la libération de l'Ukraine du joug de Moscou. Il faut que tous les Ukrainiens, de toutes les

terres ukrainiennes, sentent par l'esprit et le cœur, la grandeur de la lutte pour la liberté du peuple Ukrainien et soutiennent par la parole et par l'action les efforts de leur Gouvernement ».

« Il faut que l'ultime et proche lutte pour l'Ukraine nous trouve prêts... Il faut qu'elle nous trouve non comme une agglomération de classes-ennemies, de partis brouillés, de clans et de personnalités hostiles, mais comme une nation unie, possédant le sentiment de sa souveraineté, comme un peuple uni dans un but et dans un Gouvernement communs. Nous prions Dieu Tout-Puissant de bénir dans cet ultime combat nos armes et les drapeaux de notre chevaleresque armée et de nous permettre de célébrer enfin le jour de l'Indépendance de notre Etat national dans Kiev libéré, devant Ste-Sophie, neuf fois centenaire. Vive la République Démocratique Ukrainienne Indépendante !

André LIVITZKY, Président du Directoire par intérim, Ataman en Chef de l'Armée de la République Démocratique Ukrainienne.

Viatcheslav PROKOPOVITCH, Président du Conseil des Ministres, Ministre des Affaires Etrangères.

Volodmyr Salsky, Général d'Etat-major breveté, Ministre de la Guerre. »

E5114E
1938

IMPRIMERIE
DE NAVARRE
5, rue des Gobelins
PARIS 13^e
